



Masculinisme Les nouveaux machos

► Battus, dominés, discriminés...

p. 20

► « Des misogynes qui jouent sur l'émotion »

Entretien avec Pierre-Guillaume Prigent. p. 21

En 2014, les femmes ont pris le pouvoir ! Le plafond de verre est « *un concept clé de la misandrie* ». La parité est une « *loi discriminatoire* ». La violence n'a pas de sexe. Les hommes s'impliquent moins dans le travail domestique que les femmes parce qu'ils travaillent plus. Et les pères divorcés sont spoliés par une justice matriarcale. En d'autres termes : les féministes sont allées trop loin. Ceci n'a rien d'une fiction, il s'agit des arguments défendus par lacausedeshommes.com, « *premier site hoministe français* ». Un autre nom pour « masculinisme », « *lame de fond revendicatrice d'hommes craignant de perdre leurs privilèges au sein d'une société encore très clairement patriarcale*. [...] *Un mouvement réactionnaire [qui] doit être rangé aux côtés des montées xénophobes et sécuritaires de ces dernières années* », signale le collectif Stop masculinisme. Dès les années 1970, des hommes ont contesté les acquis du féminisme. Comme une réponse à des lois telles que l'autorité parentale partagée (1970) ou le divorce par consentement

mutuel (1975). L'idéologie antiféministe n'est pas nouvelle, mais elle a pris une nouvelle forme.

Par exemple, les mouvements des « pères perchés » qui ont démarré en France dès février 2013. « *Derrière cette pseudo-“cause des pères” [...] se cache le mouvement masculiniste* », avertit le collectif Stop masculinisme, soucieux de déminer des « *narratives* » qui, inspirées des mouvements anglo-saxons tels que *Fathers for justice*, détournent la rhétorique féministe et utilisent les enfants pour s'attirer la sympathie. Sauf que les femmes sont loin d'avoir pris le pouvoir, que l'intérêt des enfants passe derrière celui de ces pères, que la justice est bien moins sexiste que dans les années 1960, que 40 % des pensions alimentaires sont impayées...

Face à ce contre-mouvement social, qui n'est pas sans rappeler la Manif pour tous, des réponses s'organisent. Elles réfutent la crise de la masculinité et continuent à défendre une société libérée des rapports de domination.

► Ingrid Merckx

Un contre-mouvement social

L'année 2013 a été marquée par des actions de pères divorcés se disant victimes d'une société où les femmes auraient pris le pouvoir. Un an plus tard, des collectifs s'organisent pour contrer ce mouvement réactionnaire et anti-féministe.

Nantes, 15 février 2013. Deux hommes se perchent en haut de deux grues. Le premier, Nicolas Moreno, redescend au bout de quelques heures. Le second, Serge Charnay, y reste quatre jours. Il se présente comme un père privé de son enfant et se dit victime d'un pouvoir judiciaire plus favorable aux mères. Les médias se déchainent. Quand il retouche terre, il fait le « V » de la victoire devant les caméras.

Trois jours plus tard, Patric Jean, le réalisateur de *la Domination masculine* (2007), écrit dans *le Monde* une tribune intitulée « L'escalade des pères à Nantes cache une proposition de loi ». Ce texte, déposé le 24 octobre 2012, veut instaurer la résidence alternée obligatoire en cas de divorce et faire entrer dans la loi le « syndrome d'aliénation parentale » (SAP), idée selon laquelle la femme aurait tendance à dénigrer le père pour éloigner ses enfants de lui. Patric Jean a reconnu dans le discours des pères perchés la rhétorique propre au « mouvement masculiniste » qu'il a étudié au Québec. « Cette affaire des grues de Nantes [...] n'est en rien un coup de folie d'un père isolé. C'est un long travail politique qui n'en est qu'à son début. »

Cinq jours après l'affaire de Nantes, un homme grimpe en haut de l'aqueduc des Arceaux, à Montpellier. En mars, un campement à Belfort signale la tenue d'un « Printemps des pères ». En mai, quatre hommes occupent une terrasse de la cathédrale d'Orléans. Le 5 juillet, trois autres s'installent en haut d'une cheminée à Grenoble... Tous demandent une révision de leur dossier de divorce et que la résidence alternée soit rendue obligatoire. Depuis juin 2013, un collectif de la Grue jaune s'est constitué, réunissant une trentaine d'associations. SOS Papa a conclu un partenariat avec la Manif pour tous, en opposition à la PMA pour les couples de femmes et pour affirmer son attachement au chef de la cellule familiale classique.

Les féministes réagissent discrètement. Historiquement, la défense des mères n'intéresse qu'un courant minoritaire. Le collectif Osez le féminisme dénonce néanmoins « des idées nauséabondes » : « SOS Papa est une association réactionnaire, lesbophobe et anti-féministe. » Dans les médias, d'abord globalement complaisants, paraissent des analyses plus critiques.

Un an plus tard, *Contre le masculinisme, guide d'autodéfense intellectuelle* (Bambulle) est publié. Il est l'œuvre du collectif Stop masculinisme, qui, constitué de féministes des deux sexes, s'attelle à définir le masculinisme et à démonter ses principaux chevaux de bataille : la résidence alternée imposée, le SAP, les hommes battus et la crise de la masculinité. Il décrit « une mouvance d'hommes hostiles à l'émancipation des femmes, souhaitant conserver leurs privilèges et leur position de pouvoir. »

« C'est une forme de contre-mouvement social, diagnostique Franck, enseignant et membre du Collectif anti-masculiniste Île-de-France. Les masculinistes sont convaincus que les féministes sont allées trop loin et qu'ils doivent se battre pour récupérer des droits dont ils auraient été spoliés. » Même écho sur le site Mascuwatch, portail d'anti-masculinistes français, d'obédiences aussi diverses que la nébuleuse adverse. Le plus souvent, ses membres préfèrent garder l'anonymat. Par habitude libertaire « ou par crainte de représailles », glisse Stéphanie Lamy, cofondatrice

du collectif Abandon de famille-tolérance zéro, qui soutient les victimes de non-paiement de pensions alimentaires. « On nous appelle les "mères-CAF" », grince-t-elle. Pas moins de 40 % des pensions alimentaires seraient peu ou pas payées. Stéphanie Lamy a reçu des menaces de mort et se dit harcelée.

« Les activistes masculinistes sont d'abord intrusifs, mesure Franck. Lors de notre dernière manifestation, ils sont venus nous

filmer et nous photographier. » Pour constituer des fichiers ? « Certains sont violents, précise Stéphanie Lamy. Avec leur famille, mais aussi dans la sphère

publique. Le modèle anglo-saxon dont ils s'inspirent, Fathers for justice, est connu pour ses actions agressives. »

« Les masculinistes se disent égalitaristes, mais, ce qu'ils défendent avant tout, ce sont leurs intérêts matériels : pensions alimentaires et patrimoine », précise Franck. « Ils ont tendance à considérer leurs enfants et leur (ex)-femme comme leur chose », renchérit Stéphanie Lamy. Ils contestent des inégalités telles que le plafond de verre et relativisent les violences faites aux femmes en y opposant celles infligées aux hommes. « S'il y a bien un tabou sur les hommes battus, c'est sans commune mesure avec les femmes battues. En outre, pourquoi les opposer ? Les deux phénomènes ne s'annulent pas », observe Franck.

Le principal angle d'attaque des masculinistes reste la paternité. « Mais cette paternité est plus liée à la masculinité, analyse le sociologue Éric Fassin (1). Les enfants sont un prétexte pour gagner la compassion générale et imposer l'idée que les femmes nous gouvernent. Or, cette inversion est démentie par la sociologie : les femmes ne gouvernent pas. Et les enfants sont le nouveau champ de bataille de la guerre des sexes. »

Mascuwatch pousse loin l'analyse de la rhétorique masculiniste – les « narratives » – en montrant comment elle détourne les thématiques féministes. « Ce qui est paradoxal, ajoute Éric Fassin, c'est que l'on passe de "les masculinistes disent n'importe quoi" à "ils n'ont pas tout à fait tort"... Cela notamment quand il est question de la répartition des tâches domestiques. »

Nicolas Moreno, un des « pères perchés » ayant lancé l'offensive masculiniste en France.

EVARD/AF



Selon Stéphanie Lamy, les politiques qui défendent la résidence alternée systématique se font leurrer. Comme Clémentine Autain, dont le nom apparaît (avec celui de la féministe Geneviève Fraisse) en bas d'une pétition favorable à la mesure et rédigée par une certaine Stéphanie Hain, membre de SOS Papa. « *Je n'ai pas signé ce texte*, précise Clémentine Autain, *j'ai dit que j'en approuvais le contenu et qu'il avait mon soutien. J'ai toujours combattu le masculinisme, mais je suis pour l'égalité. Je suis donc favorable à ce que la résidence alternée devienne la norme.* »

Plusieurs élus de gauche sont sur cette ligne. Des écologistes défendent une proposition de loi sur la résidence alternée. Les anti-masculinistes ne sont pas opposés au principe, mais ils redoutent qu'elle soit imposée, notamment en cas de suspicion de violences. « *Quand les deux parents y sont favorables, cela fonctionne*, remarque Stéphanie Lamy, *même si les écarts de salaires sont tels que la résidence alternée s'accompagne majoritairement d'une paupérisation de la femme...* »

« *Il est légitime que les pères souhaitent s'investir dans l'éducation de leurs enfants et contribuer aux tâches parentales*, ajoute le collectif Stop masculinisme. *Cependant, les masculinistes ne cherchent ni à lutter contre le sexisme ni à atteindre l'égalité dans ce domaine.* »

Les juges aux affaires familiales comptent aussi parmi les cibles des masculinistes. La garde des enfants serait attribuée à 80 % aux mères, rappellent-ils, mais sans préciser que, majoritairement, c'est à la demande des deux parents. Seuls 18,8 % des pères réclameraient la résidence alternée et ils l'obtiendraient à 17,3 %, d'après le ministère de la Justice (2013). Seuls 2 % des divorces et 6 % des séparations se solderaient par un désaccord sur le lieu de résidence de l'enfant. En outre, « *93 % des pères et 96 % des mères obtiendraient satisfaction* », soit quasiment la même proportion.

« *On a longtemps observé une sorte de "prime à la mère", les renvoyant à un rôle très genré : elles obtenaient la garde, c'était dur pour certains pères*, admet Caroline Mécary, avocate spécialisée dans les affaires familiales. *Aujourd'hui, ce qu'on observe surtout, ce sont de grandes variations entre les juridictions, certaines restant très sexistes. Mais, globalement, les inégalités s'atténuent.* »

Il ne faudrait pas confondre masculinistes et nouveaux pères : « *Plutôt que de s'engager dans une remise en cause profonde de l'ordre sexué, le pouvoir de la grue semble parfaitement s'accommoder de celui déjà en place* », commente Aurélie Fillod-Chabaud, auteure d'une enquête à l'Institut universitaire européen sur les groupes militants de pères séparés. Même position pour Stop masculinisme : « *Le discours de la crise de la masculinité n'est rien d'autre qu'un contre-feu allumé pour réaffirmer la domination masculine.* »

» I. M.

(1) France Culture, le 3 mai 2013.

Un rassemblement > contre les violences faites aux femmes sur le parvis de l'Hôtel de Ville, à Paris.

KOVARIK/AFP



Battus, dominés, dis

Qui sont ces hommes « victimisés » ? Que disent-ils ? D'abord, qu'ils n'ont rien à voir avec ce dont les féministes les accusent...

Ils seraient quelques milliers de sympathisants, une trentaine de véritables activistes. Galvanisés par le récent nouveau réactionnaire, les « masculinistes » ont trouvé un écho inattendu. Peu à peu, la thèse d'un homme « victimisé » par un féminisme revanchard – duquel l'homme devrait à son tour prendre sa revanche ! – s'est infiltrée dans la société française. Portée par le magazine *Causeur* et sa pétition « Touche pas à ma pute ». Diffusée sur Internet via les vidéos de l'essayiste homophobe, misogyne et antisémite Alain Soral. Relayée sur les plateaux télé par le journaliste Éric Zemmour, distillant ses propos « *anti-fémininement corrects* » (sic) sur l'intelligence « *différente* » des femmes, la « *féminisation des hommes* », et le bon temps où le *pater familias* régnait en maître incontesté.

À l'ombre des mobilisations contre le mariage gay, dans le terreau fertile des nouvelles questions juridiques posées par les transformations de la famille traditionnelle, a fleuri une myriade d'associations. Le site masculinisme.org recense une cinquantaine de groupuscules, plus ou moins de droite, plus ou moins anti-féministes et homophobes : les Hommen (parodie des Femmes, qu'ils exècrent), Osons les pères, SOS Hommes battus, Barbes à papas, le Printemps des pères...

Dans cette nébuleuse, SOS Papa, vingt-trois ans d'existence, 16 000 adhérents

revendiqués, est l'organisation la plus visible. Sous ses abords respectables – anciennement parrainée par l'actrice Anny Duperey, l'association est reçue à Matignon comme à France Inter –, elle est pourtant des plus ambiguës. L'an dernier, était précipitamment retirée de son pimpant site Internet une tribune de son fondateur, qui jugeait que la loi sur le mariage gay avait été téléguidée « *par le lobby lesbio-féministe pour obtenir les enfants qu'elles ne peuvent produire entre elles* ».

Aujourd'hui, Jean Latizeau, le nouveau président, assure que les liens ont été rompus avec la Manif pour tous – qui continue néanmoins de compter SOS Papa au nombre de ses « partenaires ». Et jure par tous les saints que son association ne revendique que « *l'équité, et tant qu'à faire l'égalité, en matière de parentalité en cas de séparation* ». Une égalité qui est loin d'être respectée, affirme Jean Latizeau, statistiques à l'appui, puisque, en juin 2012, sur 325 demandes de résidence alternée, 75 % des pères ont été éconduits. Pour de bonnes raisons ? Parce que la justice est acquise aux femmes, bien sûr !

De là à y voir l'œuvre d'un complot féministe ? Patrick Guillot n'est pas loin de le penser. Initiateur, dans les années 2000, du Groupe d'études sur les sexismes (GES) – une centaine de membres revendiqués –, celui qui se présente comme un « hoministe » (avec un seul « m », comme sa racine latine « *homo* »,



criminés...

désignant « l'être humain ») est considéré par le collectif Stop masculinisme comme « l'un des militants les plus actifs et l'un des "penseurs" les plus productifs du mouvement masculiniste ». Pour ce documentaliste lyonnais à la tête du site lacausedeshommes.com, manne bibliographique pour qui verse dans les thèses sur la domination féminine, tous les maux viendraient de la « misandrie ». Une idéologie de la « haine des hommes » dont il dit avoir été la victime au sein de sa propre famille. Et qui aurait conquis, en un demi-siècle, la société entière.

Résultat : des hommes victimes de violences conjugales, de paternités imposées, de fausses accusations d'abus sexuels... Et qui n'ont, depuis la loi du 4 mars 2002, même plus le droit exclusif de donner leur nom de famille à leur progéniture ! Une « discrimination » qu'il explique : « On a tellement insisté sur le droit des femmes que la balance s'est déséquilibrée. » Exemple : le « 3919 », ce numéro Vert d'écoute assuré par Violences femmes info, fait « pour » et « par » des femmes, alors que « quand un homme s'est fait battre, il n'a peut-être pas envie d'avoir une femme au bout du fil ».

Les différences salariales entre hommes et femmes ? Elles n'ont qu'à pas choisir le travail à temps partiel ou des métiers mal payés, estime Patrick Guillot. Les statistiques sur les tâches ménagères ? « Du bidon ». La domination masculine ? « Excessif » : « Quand les hommes faisaient la guerre et revenaient "gueule cassée", vous ne croyez pas qu'ils auraient préféré rester à la maison ? »

»Pauline Graulle

« Des misogynes qui jouent sur l'émotion »

Se disant floués dans leur paternité, les masculinistes se montrent offensifs tant à l'égard des femmes que des institutions.

Pierre-Guillaume Prigent, étudiant en master 2 de sociologie à l'université de Bretagne.

Les masculinistes sont le point de départ de l'enquête que mène Pierre-Guillaume Prigent, étudiant en sociologie, sur « les mécanismes de la violence des pères des enfants contre les mères après les séparations ».

■ **ENTRETIEN** ■ les derniers amendements en faveur de la résidence alternée

par défaut – revendication majoritaire pour ces pères – ont finalement été rejetés, il ne faut pas oublier que SOS Papa revendique la paternité de la loi de 2002, laquelle a rendu légale la résidence alternée, et, qu'à l'époque ils souhaitaient déjà l'imposer. Or, imposer une résidence alternée en cas de violences envers la mère ou les enfants, c'est contribuer à maintenir l'emprise du père.

Pourquoi se disent-ils féministes et égalitaristes ?

Pour améliorer leurs chances d'être entendus et surtout pour tenter de réduire au silence les femmes et les féministes. Ils instrumentalisent le féminisme et son projet d'égalité.

Quel est le stéréotype du masculiniste ?

Les plus influents sont des hommes, blancs, hétérosexuels, âgés de plus de 40 ans et issus de milieux sociaux favorisés : un stéréotype très dominant. C'est à mon avis aussi pour cela qu'ils sont entendus.

Pourquoi attirent-ils la sympathie ?

Ils jouent sur l'émotion en interpellant sur leur paternité. C'est leur manière de toucher le public. Ils se servent de ces situations pour exprimer un discours misogyne, comme Serge Charnay à Nantes. D'autres, comme Éric Verdier, se servent du suicide des hommes séparés pour mettre en avant leur revendication de résidence alternée par défaut.

Peuvent-ils être dangereux ?

Sur le site Mascuwatch, on trouve des preuves des menaces que certains d'entre eux font peser sur leur ex-conjointe. Parfois, ils publient eux-mêmes sur leurs sites ce genre de menaces. Pire encore, le CopCo, le collectif dont fait partie Nicolas Moreno, s'est rendu devant le domicile de l'ex-conjointe d'un de ses membres. C'est du harcèlement. Leur dangerosité réside évidemment aussi dans leurs propositions politiques.

Que pensez-vous des réactions à ce mouvement ?

Les réactions complaisantes m'interrogent. Je les comprends dans le sens où ce mouvement est dans l'ère du temps : défense de la société patriarcale, minimisation des violences envers les femmes, etc. D'autres réactions plus critiques s'organisent au sein de mouvements féministes, d'associations de mères, à travers des initiatives comme Mascuwatch, ou encore dans divers collectifs, à Grenoble, Paris, Toulouse...

»Propos recueillis par Ingrid Merckx